

**Nations unies - Débat ouvert sur le  
Moyen-Orient - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 26 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je souhaite tout d'abord remercier Nikolay Mladenov pour sa présentation précise et très éclairante, mais également pour les mises en garde très claires qu'il a formulées aujourd'hui et plus largement pour son engagement exemplaire et celui de son équipe.

Nous le disons depuis des années : la réalité qui prévaut sur le terrain est qualifiée à tort de statu quo ; elle se traduit dans les faits par une dégradation quotidienne de la situation, qui peut dégénérer en crise ouverte à tout moment, à Gaza et à Jérusalem comme en Cisjordanie. Décennie après décennie, la paix recule sur le terrain, mais également dans les discours, dans les esprits et dans les coeurs. Génération après génération, Palestiniens et Israéliens perdent l'espoir d'un règlement du conflit : la poursuite de l'occupation, l'intensification de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, le blocus imposé à Gaza, mais également la division inter-palestinienne et la poursuite des violences créent une situation intenable et instable, comme l'ont montré les trois conflits qui ont frappé Gaza au cours de la décennie écoulée.

Dans ce contexte, et pour les raisons qu'a mentionnées Nikolay Mladenov, le mois de mai sera le mois de tous les dangers. Les éléments d'une escalade voire d'une explosion sont là. Il est donc essentiel et urgent que nous passions ensemble, de manière coordonnée, les bons messages aux différentes parties concernées.

1. La situation en cours à Gaza - sur laquelle portera mon premier et principal point - est une nouvelle illustration tragique des conséquences humaines de l'impasse du conflit israélo-palestinien. Outre le risque permanent d'escalade armée que ces tensions alimentent, le bilan de la répression des manifestations hebdomadaires, qui ont lieu depuis un mois déjà, est dramatique. Après quatre vendredis consécutifs de manifestations à Gaza à proximité de la barrière de séparation avec Israël, on dénombre au moins 35 morts, dont deux mineurs et deux journalistes, ainsi que plusieurs centaines de blessés par balles.

Nous sommes extrêmement préoccupés par ces développements et par leur répétition, qui aggravent une situation déjà très tendue dans la Bande de Gaza. Un seuil a été franchi dans la violence dès le premier vendredi de manifestations, et le niveau de violences s'est maintenu depuis lors. Le bilan très lourd des manifestations des dernières semaines, que nous déplorons, est directement lié à la réponse, inadéquate et disproportionnée, apportée d'une manière

désormais régulière par les forces de sécurité israéliennes.

Toute la lumière devra être faite sur ces graves événements. Nous prenons note de l'annonce par l'armée israélienne de la mise en place d'un mécanisme d'établissement des faits. Au-delà de ces premières étapes, nous rappelons l'appel du Secrétaire général des Nations unies à la conduite d'une enquête indépendante et transparente.

Dans l'immédiat, Monsieur le Président, deux exigences fondamentales doivent s'imposer, pour éviter que dès demain, puis au cours des deux vendredis suivants et enfin autour des dates des 14 et 15 mai, les mêmes causes produisent les mêmes effets dramatiques :

- la première exigence c'est le respect du droit international humanitaire, qui est pleinement applicable dans la bande de Gaza, en particulier l'impératif de protection des civils.
- la deuxième exigence c'est le respect des droits de l'Homme, en particulier le droit à manifester pacifiquement. C'est dans le cadre du droit international des droits de l'Homme que doivent s'inscrire les mesures prises pour préserver la sécurité d'Israël, qui est une préoccupation légitime et que nous partageons. Nous appelons donc les autorités israéliennes au discernement, à la retenue et à un usage strictement nécessaire et proportionné de la force. Nous réprouvons les tirs indiscriminés contre les manifestants qui se sont succédé au cours du mois écoulé. Israël est une démocratie et se doit à ce titre d'appliquer des règles d'engagement respectueuses des standards internationaux en matière de maintien de l'ordre. L'emploi d'armes létales doit être écarté face aux manifestants désarmés et qui ne présentent pas de menace grave et imminente. C'est également le message porté par plusieurs ONG israéliennes et palestiniennes.

Parallèlement, nous appelons les manifestants à s'abstenir de tout débordement et de toute violence, et mettons en garde ceux, au premier rang desquels le Hamas, qui chercheraient à récupérer et instrumentaliser ces manifestations, ou à les utiliser pour mettre en cause la sécurité d'Israël le long de la barrière de sécurité.

À Gaza, mais aussi en Cisjordanie et à Jérusalem, où le mouvement de contestation menace de s'étendre dans les prochaines semaines, le risque que la situation dégénère et échappe à tout contrôle est extrêmement élevé - dans un contexte régional déjà tendu. Chacun doit donc faire preuve de retenue et d'esprit de responsabilité. Et il revient à ce Conseil de parler d'une voix forte pour prévenir l'escalade : le silence observé par ce Conseil depuis le début de la crise doit laisser la place sans délai à un signal d'unité et à une expression publique claire.

2. J'en viens à mon deuxième point : les violences des dernières semaines ne peuvent pas être dissociées de la situation plus générale dans la bande de Gaza, qui elle-même ne doit pas être séparée du conflit israélo-palestinien dans son ensemble.

La dégradation de la situation humanitaire que connaît Gaza depuis un an, marquée notamment par une crise énergétique sans précédent et par l'aggravation de la crise des salaires, est étroitement liée à la division inter-palestinienne. Cette dégradation vient s'ajouter à

la crise humanitaire structurelle imposée par le blocus israélien, qui dure depuis plus d'une décennie. Elle alimente le mouvement de contestation en cours, au sein d'une population très jeune et qui estime n'avoir plus rien à perdre.

Au-delà de la désescalade qui est requise dans l'immédiat, il n'y aura pas de solution durable à Gaza sans réconciliation palestinienne dans le cadre des principes endossés par l'OLP, et sans exercice par l'Autorité palestinienne de l'ensemble de ses compétences à Gaza. Nous appelons à cet égard à la mise en oeuvre de l'accord conclu au Caire le 12 octobre, sous l'égide des autorités égyptiennes. Ce processus doit se traduire par une amélioration rapide des conditions de vie de la population à Gaza : nous encourageons l'Autorité palestinienne à faire des gestes concrets en ce sens. Au-delà, seule une levée du blocus et des restrictions imposées à Gaza, assortie des garanties de sécurité nécessaires pour Israël, permettra de répondre aux besoins et aux attentes de la population. La France se tient prête à accompagner ces efforts.

Dans ce contexte extrêmement fragile, la présence de l'UNRWA auprès d'une population composée aux deux tiers de réfugiés palestiniens est l'un des derniers éléments stabilisateurs qui soit encore en place à Gaza. Une interruption des services de l'UNRWA, qui pourrait intervenir dès cet été, achèverait de précipiter la bande de Gaza dans le chaos. Nous appelons donc une nouvelle fois les Etats-Unis à ne pas renoncer au rôle historique et essentiel qu'ils jouent auprès de l'UNRWA, parallèlement aux efforts accrus de tous les donateurs de l'agence, qui ont été annoncés le mois dernier lors de la conférence de Rome et devront se poursuivre. Comme vous le savez, la France prend toute sa part dans ces efforts.

3. Enfin, et j'en terminerai par là, nous ne devons pas dissocier la situation à Gaza de la question palestinienne dans son ensemble. Gaza fait partie intégrante des territoires palestiniens. Il n'y aura pas d'Etat palestinien sans Gaza, et donc pas d'accord de paix viable avec Israël sans unité palestinienne.

Il n'y aura pas non plus d'accord de paix entre Israéliens et Palestiniens hors des paramètres internationalement agréés, dont je rappellerai une nouvelle fois ici les principaux éléments :

- deux Etats vivant en paix et en sécurité le long de frontières sûres et reconnues ; des frontières tracées sur la base des lignes de 1967, avec des échanges de territoires mutuellement agréés ;
- Jérusalem comme future capitale de ces deux Etats - et d'ici là, aucun changement dans le statut de la ville, comme l'exige la résolution 478, y compris s'agissant de la localisation des ambassades ;
- une solution concertée, réaliste et équitable pour les réfugiés palestiniens.

Toute négociation, Monsieur le Président, devra s'inscrire dans ce cadre, qui lui-même repose sur le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité. Ces paramètres ne sont pas des options ou un menu dans lequel nous aurions à choisir. Ils sont le socle de tout plan de paix, de toute négociation à venir. Dans ce contexte, nous avons une responsabilité collective,

au sein de ce Conseil, à veiller au respect de ces paramètres que nous avons définis ensemble, et qui ont été rappelés par la résolution 2334 adoptée il y a un peu plus d'un an.

Monsieur le Président,

La bande de Gaza est une fois de plus au bord de l'abîme. Un nouveau conflit, au-delà de ses conséquences dévastatrices, viendrait aggraver les tensions régionales qui, aux frontières d'Israël, ont atteint un niveau sans précédent. L'escalade en cours à Gaza renforce également les radicaux et offre à tous les mouvements terroristes des arguments supplémentaires de recrutement. Enfin, à l'approche d'un mois de mai à hauts risques à Jérusalem, les tensions actuelles contribuent au glissement en cours d'un conflit politique, qui peut être résolue par des concessions des parties, vers un conflit religieux dans lequel aucun compromis ne serait possible. La France ne se résoudra jamais à laisser se réaliser ces perspectives dramatiques pour les Israéliens, les Palestiniens et la sécurité régionale. C'est pourquoi nous restons déterminés à agir.

Nous le savons tous, les destins des Israéliens et des Palestiniens sont liés : aucun des deux peuples ne réalisera durablement ses aspirations nationales aux dépens de l'autre. La France ne choisit pas de camp. Elle est l'amie des Israéliens comme des Palestiniens et c'est à ce titre qu'elle poursuit son objectif clair : la mise en oeuvre, par le dialogue, d'une solution politique permettant une paix juste et durable entre Israël et la Palestine.

Je vous remercie./.